

## Résumé du rapport final

# **Louga, Sénégal: Représentations autour de la migration auprès d'une communauté d'origine.**

Jenny Maggi

Département de Sociologie  
Faculté des Sciences Economiques et Sociales, Université de Genève

Dame Sarr

Unité Psychosociale et d'Intégration Culturelle  
Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Rome.

Novita Amadei

Unité Psychosociale et d'Intégration Culturelle  
Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Rome.

*Avec la collaboration de*

Sandro Cattacin (coordinateur du projet)

Département de Sociologie  
Faculté des Sciences Economiques et Sociales, Université de Genève

Natale Losi

Unité Psychosociale et d'Intégration Culturelle  
Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Rome.

Paul de Guchteneire

Section Migrations Internationales et Politiques Multiculturelles, UNESCO, Paris.

Antoine Pécoud

Section Migrations Internationales et Politiques Multiculturelles, UNESCO, Paris.

Novembre 2008



*Ce projet s'inscrit dans le programme d'activités du Réseau universitaire international de Genève*

## Contexte de l'étude

Dans un contexte mondial marqué par des disparités croissantes (la CMMI<sup>1</sup> parle des 3D : développement, démographie, démocratie), les migrations vers l'Europe provenant d'Afrique subsaharienne sont en expansion, et représentent l'une des problématiques les plus discutées et controversées dans les débats publics et gouvernementaux européens, et constamment à la une de nombreux médias. Comme le note la CMMI dans son récent rapport, souvent les médias présentent les aspects les plus sensationnels et problématiques de ces migrations. Les arrivées en pirogue de migrants sur les côtes espagnoles, les noyades en mer, les contrôles des frontières en hélicoptère de FRONTEX<sup>2</sup>, les expulsions et rapatriements, les événements de Ceuta et Melilla<sup>3</sup>, sont en effet les uns parmi les aspects les plus couverts sur cette question, ce qui n'est pas sans conséquences sur l'opinion publique et les représentations concernant ces migrations. L'opinion publique européenne peut en effet être induite à réduire les migrations subsahariennes aux événements médiatisés, à craindre une 'invasion massive' de la 'misère africaine' (Traoré, 2008), et à oublier que ces migrations se composent également par des urbains bien formés (Sall, 2007), par des étudiants et par des intellectuels. Ceci peut conduire à renforcer l'idée dans le débat sur les migrations internationales (Cattacin et Lavenex, 2001) que le droit à la mobilité (Pécoud et de Guchteneire, 2007), à la libre circulation entre les pays, ne peut qu'être réservé aux ressortissants des pays les plus riches, au détriment des citoyens des pays qualifiés comme étant en 'voie de développement'.

Une telle médiatisation, à laquelle se rajoute une tendance européenne vers des politiques plus restrictives en matière de migration, peut dès lors contribuer à donner lieu à ce qui a été qualifié de 'rhétorique de la mise en péril' (Hirschman, 1991), représentant ces migrations comme un danger autant au niveau identitaire et culturel, qu'en matière de protection sociale et de sécurité. Une telle lecture des migrations pose un défi qui met en lumière des questions complexes et sensibles touchant à l'identité nationale et aux rapports entre groupes sociaux et culturels (Maggi, 2003), aspects qui peuvent avoir des répercussions importantes sur l'accueil et l'intégration de ces communautés migrantes, et sur le respect de leurs droits fondamentaux.

Mais aussi, ces registres discursifs peuvent induire à détourner l'attention, auprès de l'opinion publique, des apports bénéfiques de ces migrations, de plus en plus soulignés aussi par les instances internationales<sup>4</sup> et gouvernementales, parmi lesquels figure au premier plan la contribution de migrants au développement de leur pays d'origine. En effet, s'ils ont été longtemps considérés comme peu productifs, les transferts de fonds des migrants sont désormais perçus comme un facteur essentiel du développement des pays d'origine (Wihtol de Wenden, 2007). D'après la Banque Mondiale, les envois de fonds des travailleurs migrants résidant dans les pays industrialisés vers les pays en voie de développement ont plus que doublé au cours de la dernière décennie, passant de 102 milliards de dollars en 1995 à environ 232 milliards de dollars en 2005. Ce chiffre est à revoir à la hausse, étant donné qu'on estime qu'environ la moitié de ces transferts est envoyée de manière informelle (Tall, 2005). États d'accueil, organisations internationales et ONG multiplient leurs collaborations avec les pays de départ et avec les associations de la diaspora pour essayer de canaliser ces fonds et favoriser les investissements productifs et la création d'entreprises dans les pays de départ. Bien que des études et des actions supplémentaires soient nécessaires pour évaluer et pour canaliser l'utilité de ces transferts au niveau du développement effectif des pays d'origine, les migrants, grâce aussi aux

---

<sup>1</sup> Commission Mondiale des Migrations Internationales, 2005.

<sup>2</sup> Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures.

<sup>3</sup> Le 29 septembre 2005, la communauté internationale découvrait la situation des migrants et demandeurs d'asile en transit au Maroc, après la mort d'au moins cinq personnes lors d'une tentative d'«attaque massive» des grillages de Ceuta, selon l'expression consacrée.

<sup>4</sup> Par exemple, le rapport de l'ONU de 2006, discuté par l'Assemblée des Nations Unies le 14 et 15 septembre 2006, révèle les effets bénéfiques des migrations autant pour les sociétés de départ (p. ex. transfert des fonds, de connaissances, de technologies) que pour les sociétés d'accueil (p. ex. solution aux pénuries de main d'œuvre, apport démographique, accroissement de la consommation, création d'entreprises, production culturelle).

transferts de savoir-faire acquis dans les pays d'accueil, commencent à être envisagés en tant qu'acteurs privilégiés du développement (Ndione et Broekhuis, 2006).

Dans un tel cadre, pour mieux informer le débat public et pour faciliter une lecture moins biaisée de ces migrations, les récents programmes développés à l'intérieur de l'OIM<sup>5</sup> et de l'UNESCO<sup>6</sup> visent à promouvoir de la recherche en sciences sociales qui puisse contribuer à éclaircir les dynamiques complexes des migrations africaines, c'est-à-dire leurs causes et conséquences, y compris le lien entre migration et développement. On s'accorde sur le fait qu'une telle recherche aurait avantage à prendre en compte aussi les représentations et les points de vue des migrants, de leurs associations et de leurs communautés d'origine, ces dernières étant impliquées au premier plan au niveau des problématiques sous examen, aussi en ce qui concerne leur perception des retombées de la migration sur le développement, en particulier local.

## Objectifs de l'étude et méthodologie

Cette recherche<sup>7</sup>, qui s'est focalisée sur le Sénégal, l'un des pays d'Afrique sub-saharienne à plus forte tradition migratoire, s'est proposée d'analyser en premier lieu<sup>8</sup> les dynamiques migratoires du point de vue d'une communauté à forte tradition migratoire. De nature interdisciplinaire, elle a été centrée sur l'analyse des représentations autour des dynamiques complexes de la migration (notamment ses causes et conséquences psycho-socio-culturelles et économiques, y compris le lien entre migration et développement) auprès d'une communauté de départ de la région de Louga. Cette région agro-sylvo-pastorale à environ 200 kilomètres de Dakar, particulièrement frappée par la sécheresse des dernières décennies, se caractérise par l'un des plus importants taux d'émigration vers l'Europe du pays. La recherche, basée sur une approche socio-ethnographique et sur l'observation participante, a comporté le recours aux méthodes audiovisuelles en sciences sociales (Maggi, 2006), issues de l'anthropologie visuelle et de la sociologie visuelle (Pink, 2001 ; Banks, 2001). Un film socio-ethnographique<sup>9</sup>, accompagné par une publication écrite<sup>10</sup>, retraçant le contexte de l'étude, la méthode ainsi qu'une analyse et une mise en perspective des résultats, ont été produits par cette étude.

Comme mentionné, la recherche a été conduite selon une approche interdisciplinaire intégrant des concepts et des méthodes issus de la psychologie sociale, de la sociologie et de l'anthropologie. Basée sur l'étude des représentations autour de la migration auprès d'une communauté d'origine, elle a permis d'aborder la complexité des dynamiques psycho-socio-culturelles de la migration en prenant en compte tout un ensemble de la pensée symbolique s'actualisant par un corpus d'opinions et d'informations, de discours, de comportements verbaux et non-verbaux, constitutifs de l'imaginaire communautaire. Le concept de représentation, l'une des notions fondatrices de la psychologie sociale (Moscovici, 1961), mais aussi de la sociologie (Bourdieu, 1982), et de l'anthropologie (Augé, 1979),

---

<sup>5</sup> Voir la création récente au Sénégal par l'OIM de Dakar et l'Institut de recherche pour le développement de l' 'Observatoire de la Migration Internationale d'Afrique de l'Ouest', qui vise à accompagner les négociations internationales au travers de la récolte et de la production de recherche sur les profils des migrants d'Afrique de l'Ouest, leur processus d'insertion dans les pays d'accueil, ainsi que leur participation au développement dans les régions d'origine (cf. OIM, 2005).

<sup>6</sup> Voir la récente résolution de l'UNESCO qui définit la question des migrations africaines et du développement de l'Afrique de l'Ouest en tant que prioritaire dans les programmes de recherche et d'éducation promus par la Section Migrations Internationales et Politiques Multiculturelles, et qui requiert expressément le développement de proposition d'actions pour répondre à cette problématique (cf. Résolution 175 EX/53, UNESCO, 2006).

<sup>7</sup> La recherche a été réalisée sur une période de 6 mois (octobre 2007-avril 2008).

<sup>8</sup> Notons que pour analyser les dynamiques migratoires sénégalaises selon une perspective qui considère et relie les espaces d'émigration et d'immigration et leur circularité, une deuxième partie de la recherche est prévue dans divers pays d'accueil européens. Elle sera basée sur une analyse des réseaux associatifs de la diaspora sénégalaise développés autant au niveau national que transnational.

<sup>9</sup> 'Tukki bi' (Le voyage), un film de J. Maggi et D. Sarr (avec la collaboration de S. Cattacin, N. Amadei, N. Losi, P. de Guchteneire et A. Pécoud).

<sup>10</sup> Maggi, J., Sarr, D., Amadei, N. avec la collaboration de Cattacin, S., Losi, N., de Guchteneire, Pécoud, A. (2008). *Louga, Sénégal : Représentations autour de la migration auprès d'une communauté d'origine*. Rapport de recherche, Département de sociologie, Université de Genève : <http://www.unige.ch/ses/socio/rechetpub/memoiresaudiovisuelles.html>.

désigne une forme de connaissance sociale, la pensée de sens commun, socialement élaborée par les membres d'un même ensemble social ou culturel. Pour étudier auprès d'une communauté un tel 'montage' de discours et de comportements relatifs à la migration, en d'autres termes ses représentations, a été privilégiée une approche méthodologique basée sur l'observation participante, l'immersion sur le terrain (Lessard-Héber, Goyette, Boutin, 1997), le témoignage oral et le recours aux méthodes audiovisuelles en sciences sociales.

La communauté du quartier de Niang Bâ Mbodji dans la commune de Louga a été le terrain privilégié<sup>11</sup> dans l'analyse des représentations autour de la migration en Europe. Il s'agit d'un quartier dont les habitants ont tous la même origine géographique, car ils proviennent d'un même village en zone rurale à quelques kilomètres de la ville, qui s'est déplacé en 1959 dans la commune de Louga suite à un incendie qui a détruit leur village et dévasté leurs terres. C'est donc une communauté caractérisée par des liens familiaux élargis, et par un ensemble de liens de solidarité qui unissent les familles et leurs membres par des obligations étroites d'assistance et d'entraide. Nombreuses familles du quartier ont un migrant parmi leurs membres, bien qu'ils existent aussi des familles sans migrants.

Diverses catégories d'habitants ont été interrogées : familles avec et sans migrants, agriculteurs, commerçants, artisans, artistes, jeunes filles et jeunes hommes, enseignants, acteurs du développement, jeunes universitaires, femmes de migrants, pêcheurs et leurs familles, marabouts, migrants de retour, ainsi que le politicien du quartier. Leurs témoignages oraux, leurs récits de vie, les discussions collectives, filmées mais aussi informelles, récoltées pendant toute la durée du travail de terrain, ont été considérés comme les moyens privilégiés pour aborder les représentations et les discours autour de la migration auprès de la communauté. Une telle approche, qui a contribué à réévaluer la dimension expérientielle et la mémoire 'vivante' des acteurs communautaires, a comporté une relation rapprochée avec le terrain et les habitants pour connaître en profondeur les mutations induites par la migration et la singularité des expériences, avec leur multiplicité et variabilité. Les témoignages offerts ont permis de révéler autant les opinions consensuelles que discordantes, des vécus et perspectives qui s'entrecroisent ou qui s'éloignent. Les groupes de discussion ont présenté l'avantage de mettre en commun les expériences et les perceptions individuelles en créant des relations dialectiques entre les individus. En ce sens, ils ont esquissé un récit partagé à travers une confrontation chorale des représentations sur un thème particulièrement saillant au niveau des vécus et des réalités communautaires comme celui de la migration.

## Résultats et discussion

Les résultats de cette étude ont été élaborés sur la base des observations, des entretiens individuels et collectifs réalisés sur le terrain. Est présenté ici un aperçu des principaux résultats<sup>12</sup>, où les causes et les conséquences de la migration revêtent la plupart du temps un aspect transversal.

Dans un univers caractérisé par une importante tradition migratoire, où le voyage occupe une place centrale dans l'imaginaire collectif, la migration, aussi clandestine (Ba, 2007), apparaît comme une stratégie viable répondant à une complexité de facteurs psycho-socio-culturels et économiques. La crise socio-économique traversée par le pays figure au premier plan parmi les causes perçues de la migration, aggravée par les politiques de désengagement de l'Etat dans tous les secteurs (agriculture, pêche, éducation, santé, fonction publique, entreprises), ayant conduit à une raréfaction grandissante des emplois et des revenus provenant des divers secteurs économiques (agriculture, pêche, fonction publique, entreprises), dans un contexte de flambée des prix. À la crise s'ajoute un manque de confiance généralisé en l'Etat, manifesté à plusieurs reprises par les répondants, quant à ses capacités de garder ses promesses en matière de relance économique et de création d'emploi, et à faire bénéficier la population de l'aide publique au développement. Ces facteurs ont fortement réduit les espoirs des jeunes, ainsi que les possibilités réelles de trouver un emploi, et nombreux jeunes sont

---

<sup>11</sup> Notons que nous avons également pris en compte une communauté de pêcheurs du village côtier de Potou ainsi qu'une communauté de la commune de Linguère, pour considérer aussi les représentations des pêcheurs et des villages ruraux.

<sup>12</sup> Pour une description plus détaillée des résultats, voir Maggi, Sarr et Amadei, 2008 : <http://www.unige.ch/ses/socio/rechetpub/memoiresaudiovisuelles.html>.

amenés à considérer la migration comme la seule option qui s'offre à eux, et l'Europe comme un Eldorado où l'on peut gagner l'argent nécessaire à la création de projets personnels et collectifs. L'Europe focalise dès lors tous les rêves et les espoirs des jeunes, aussi d'aventure et de découverte, qui résistent aux informations sur les conditions de vie difficiles transmises aussi par les migrants de retour, mais que l'on choisit de ne pas écouter, dans une sorte d'exposition sélective à l'information, ou alors que l'on choisit d'affronter car c'est la seule manière perçue d'ouvrir les portes de l'avenir.

La migration de cette communauté, comme d'ailleurs celle sénégalaise plus en général (Riccio, 2007), est essentiellement transnationale, caractérisée par des allers et retours entre le pays d'accueil et de départ, et par un attachement extrêmement important au lieu d'origine. Dans un tel cadre, un facteur essentiel à l'origine de la migration est l'exemple des migrants de la communauté, c'est-à-dire leur capacité de subvenir aux besoins des familles et de la communauté (avec la création d'infrastructures et projets sociaux), de réaliser un projet de mariage, d'améliorer le confort de leur habitat et d'investir dans l'immobilier et dans d'autres secteurs porteurs de revenus (agriculture, commerce). Ces aspects, qui peuvent être aussi considérés comme une conséquence de la migration, notamment au niveau de ses impacts sur le développement local, sont ainsi également envisagés comme des causes centrales de la migration, où l'esprit d'émulation des jeunes par rapport aux migrants est fortement à l'œuvre. La migration, aussi clandestine, le visa, le permis de travail en Europe, sont ainsi de plus en plus envisagés comme un sésame devant ouvrir les portes de la réussite personnelle et sociale. Dans une même logique, d'autres causes, qui peuvent être aussi être conçues à la fois en tant que causes et conséquences de la migration, sont la saillance de la catégorisation entre migrants et non-migrants, familles avec ou sans migrants et notamment la valorisation sociale dont les migrants et leurs familles jouissent au niveau de la communauté. Le fait que les migrants et leurs familles bénéficient non seulement de davantage de ressources financières, mais aussi d'un statut social plus élevé, conduit les non-migrants et leurs familles à ressentir une privation autant en termes de ressources matérielles que de statut social, ce qui fait que la migration devient aussi une véritable stratégie de reconnaissance (Honneth, 1999) et de mobilité ascendante. Ces processus seraient d'autant plus à l'œuvre qu'ils s'exercent dans un contexte socioculturel fortement caractérisé par l'importance de l'argent et du prestige social, qui seraient devenus particulièrement saillants à l'intérieur de la communauté aussi suite aux traditions migratoires.

Dans la communauté examinée, a été soulevée à plusieurs reprises l'augmentation récente de la migration féminine, en particulier celle davantage active et autonome, alors que la migration sénégalaise a longtemps été presque essentiellement masculine (ou reductible au regroupement familial). Or, les causes de cette progressive féminisation de la migration seraient aussi, au moins indirectement, l'une des conséquences des traditions migratoires. En effet, la migration des hommes participe à l'autonomisation des femmes et à une évolution générale des rapports de genre traditionnels vers davantage de parité, aussi étant donnée une certaine baisse de la nuptialité, aussi due à l'augmentation des coûts du mariage suite à la migration. Un tel état de fait qui amène les femmes à s'investir davantage en dehors de la sphère familiale, par exemple une activité professionnelle autonome, les études ou la migration. Dans la communauté investiguée, l'autonomisation et l'investissement des femmes dans la sphère publique semblent destinés à se poursuivre, aussi du fait que les garçons s'engagent généralement moins dans les études que les filles en raison de leurs projets migratoires. Se dessine donc par là, aussi en tant que conséquence de la migration, une évolution vers une redéfinition des rapports de genre et une redistribution du pouvoir entre hommes et femmes autant dans la sphère familiale que publique.

D'autres processus pouvant être envisagés comme à l'origine de la migration sont l'attribution d'une légitimité à la migration dans le cadre des relations inégalitaires présentes et passées entre l'Europe et l'Afrique. En particulier, ont été mentionnées l'exploitation des ressources africaines lors de la colonisation, l'inégalité des relations commerciales et politiques actuelles, l'exploitation des ressources intellectuelles (fuite des cerveaux, politique d'immigration choisie), l'existence d'un retard de l'Afrique dans le développement, et l'inégalité dans la répartition du droit à la mobilité entre les ressortissants des deux continents. Ces facteurs sont à l'origine d'un ressentiment vis-à-vis de l'Europe et d'un sentiment d'injustice diffus, pouvant aller jusqu'à l'humiliation (Traoré, 2008 ; Béji, 2008), sentiments qui s'expriment en particulier par rapport au droit à la mobilité et à la libre

circulation. Dès lors, l'on irait chercher en Europe ce que l'on nous a retiré, et la migration, aussi clandestine, serait aussi conçue comme une stratégie de revendication du droit à la mobilité (Sané, 2007 ; Battistella, 2007), dans un contexte de répartition inégalitaire de ce droit, visant à établir des relations davantage égalitaires entre l'Europe et l'Afrique, aussi à un niveau symbolique.

Quant aux liens entre migration et développement, en particulier local, ils sont largement reconnus par les habitants de la communauté, surtout en matière d'infrastructures communautaires, projets sociaux, amélioration de l'habitat, investissements dans des projets commerciaux, mais aussi agricoles. Cependant, la propension de la part des migrants à investir prioritairement dans l'immobilier est considérée comme peu productive par les répondants, bien qu'elle participe à la création de nouveaux emplois dans les métiers du bâtiment et dans le commerce de matériel de construction, et qu'elle soit l'un des prérequis pour l'obtention d'un crédit bancaire pour une éventuelle création ultérieure d'entreprises. L'évolution demandée par plusieurs répondants de la communauté est en effet une meilleure organisation et collaboration entre les migrants pour créer des entreprises ou des projets collectifs pourvoyeurs d'emplois pour les jeunes, nécessitant un encadrement accru de l'Etat. Cet encadrement devrait se manifester en particulier par la mise en place de conditions favorables à la création d'entreprises de la part des migrants (p. ex. facilitations bureaucratiques, accès au crédit, climat économique favorable), aspects qui feraient actuellement défaut. De plus, la substitution grandissante des migrants et de leurs associations dans le développement et dans la mise en place d'infrastructures dans un contexte de désengagement étatique, du fait qu'elle implique une redistribution de pouvoir et de compétences, participe à l'émergence d'obstacles et retards dans l'implémentation de projets, et suscite parfois un manque de collaboration de la part des autorités. Mais le fait qu'un certain nombre de projets de co-développement, comme c'est le cas spécifique d'une crèche et d'un poste de santé dans le quartier de Niang Bâ Mbodji (créés grâce à des migrants établis en Italie et aux autorités du pays d'accueil), aient vu le jour avec un appui des autorités locales malgré une résistance et des tensions initiales, montre que ces obstacles ne sont pas insurmontables, et que l'intérêt commun peut finalement primer par rapport aux conflits de pouvoir et de compétence.

En raison aussi de l'importance de l'encadrement et des subventions étatiques (en particulier dans le domaine de l'agriculture) dans la tradition politique sénégalaise de la post-indépendance -qui s'est progressivement réduite aussi en raison des politiques d'ajustement structurel demandées par les bailleurs de fonds- on observe en général un 'appel à l'Etat' de la part des membres de la communauté interviewés, pour qu'il s'engage davantage dans des secteurs qui sont conçus comme étant de sa compétence. Bien que l'on envisage la contribution de la migration comme importante pour le développement, se dégage aussi l'idée que c'est l'Etat qui devrait favoriser la création d'emploi pour les jeunes, la mise à disposition de crédits pour l'agriculture et la pêche, la création d'infrastructures et d'un climat favorable à la création d'entreprises, tout en dirigeant de manière plus transparente et ciblée l'aide publique au développement. En effet, l'on peut observer que les migrants sont investis de responsabilités accrues et d'attentes grandissantes en matière de développement dans les discours actuels et dans la littérature spécialisée, en particulier au sujet de la création d'entreprises, attentes qu'ils peuvent avoir en réalité, comme c'est d'ailleurs le cas, des difficultés à remplir. La responsabilisation accrue des migrants en la matière peut paradoxalement induire à dégager encore davantage l'Etat de ses tâches, aussi en ce qui concerne sa justification de l'utilisation de l'argent de l'aide publique au développement, et à dépendre de plus en plus de la migration pour pallier ses fonctions, dans une sorte d'assistentialisme aussi observé auprès des familles des migrants. Il ne s'agit pas selon cette logique de minimiser le rôle et les potentialités des migrants, de leurs associations et de leurs partenaires étrangers dans les actions de développement, qui ont déjà et qui vont continuer à jouer un rôle important pour le pays, mais de ne pas focaliser exclusivement l'attention sur leur contribution en oubliant les devoirs et les rôles de l'Etat. Les membres de la communauté demandent en ce sens à l'Etat de renouer avec sa fonction d'architecte social et économique, largement laminée par les programmes d'ajustement structurel (cf. aussi Diop et Faye, 2002).

Si le développement peut être perçu à la fois comme une conséquence et comme une cause de la migration, car les jeunes seraient motivés à suivre l'exemple des migrants aussi en raison du développement qu'ils participent à créer, il s'agirait aussi selon les représentations dégagées de parvenir à un équilibre entre la poursuite de la migration dans un cadre de légalité et le développement

socio-économique du pays, avec la contribution des migrants et de leurs associations. Une telle évolution devrait être susceptible d'offrir aux jeunes la possibilité de choisir si rester ou partir. Ceci demande une action concertée et un dialogue entre société civile, associations de migrants, Etats d'accueil et d'origine, bailleurs de fonds, mais également la possibilité d'établir un cadre plus adapté des politiques migratoires internationales. Celui-ci devrait être en mesure de prendre sérieusement en compte les risques et les effets contre-productifs liées aux politiques actuelles, notamment en matière de migration clandestine et de précarisation dans les sociétés d'accueil, tout en considérant de manière lucide que la migration ne s'arrête pas avec la volonté de fermeture des frontières. Au contraire, comme suggéré par les représentations récoltées, une telle fermeture contribuerait à accentuer le désir de migrer, la curiosité des jeunes par rapport à l'Europe, mais aussi à favoriser l'émergence d'une logique d'affirmation du droit à la libre circulation via la migration, tout en rendant les coûts des stratégies migratoires récentes trop élevés.

Les lacunes et les paradoxes des politiques migratoires actuelles, mais aussi des politiques en matière d'aide au développement, doivent être illuminés et investis d'une attention particulière de la part des gouvernements et de la société civile des pays d'origine et des pays d'accueil. Les réflexions, les besoins et les arguments avancés par les entités directement impliquées dans ce phénomène, c'est-à-dire les communautés d'origine et les migrants, y compris leurs associations, doivent aussi participer à nourrir la réflexion et le débat public sur les migrations internationales, autant au niveau de la sphère publique qu'au niveau intergouvernemental. Les positions polarisées et alimentées de sensationnalisme, qui ne font qu'amplifier le problème, devraient dès lors laisser la place à des solutions démocratiques véritablement concertées et constructives qui soient davantage pragmatiques (Habermas, 1997). C'est seulement l'exercice d'une logique de 'win-win' (Galtung, 1996), capable de considérer à la fois les bénéfices pour les pays européens et pour les pays africains, et d'envisager les arguments respectifs comme également valides (Maggi, 2003), qui est susceptible de transformer les débats contradictoires en véritables dialogues. Un tel cadre démocratique de dialogue devrait permettre d'évoluer vers des décisions collectives qui soient susceptibles de favoriser l'établissement de rapports davantage symétriques entre l'Europe et l'Afrique.

## **Conclusions et recommandations pratiques et politiques**

Les résultats de cette recherche, mais aussi les conclusions auxquelles est parvenue, entre autres, la Commission européenne dans ses divers rapports annuels sur la migration et l'intégration, soulignent l'importance, dans le cadre des politiques migratoires, d'intégration et de développement, de prendre davantage en compte autant les bénéfices pour les pays d'origine que pour les pays d'accueil. Les politiques migratoires actuelles, et par conséquent le discours public sur la migration extracommunautaire, sont basées plus sur une approche sécuritaire, répressive et sélective que sur une approche d'ouverture et de reconnaissance des apports indispensables de la migration, qualifiée et non-qualifiée, autant pour le développement des pays d'accueil que d'origine. Et pourtant, la Commission européenne conclue dans son premier rapport sur la migration et l'intégration<sup>13</sup> : *'This report confirms that immigration continues to play an important role in the economic and social development of the European Union. In the context of ageing and shrinking working-age population, increased immigration flows are likely and increasingly necessary to meet the need of the enlarged EU. Europe must prepare for this'*. Si la migration est envisagée dans ce cadre comme nécessaire et bénéfique pour l'Union Européenne et pour son développement social et économique, les retombées de la migration sur le développement des pays d'origine et sur la survie de familles et communautés entières sont aussi indiscutables (Mboup, 2000). Cependant, les débats sur la fuite des cerveaux et sur la politique d'immigration choisie ne sont pas résolus (Dia, 2005), et les conséquences de cette politique oscillent entre le 'brain drain', le 'brain waste' et le 'brain gain', ce dernier se manifestant essentiellement au travers des potentiels apports bénéfiques du transfert des compétences pour les pays d'origine.

---

<sup>13</sup> First Annual Report on Migration and Integration. Commission of the European Community, Brussels, 2004.

Dès lors, la nécessité d'établir des politiques migratoires, d'intégration et de développement concertées, participatives et basées sur les bénéfices respectifs sont essentielles, tout comme les démarches de sensibilisation et d'information à la population sur les apports positifs de la migration pour le développement des pays d'origine et d'accueil, auxquelles doit se doubler une sensibilisation au dialogue multiculturel, interreligieux, et au contact entre les communautés. En effet, comme déjà souligné, l'orientation actuelle des politiques migratoires, la couverture médiatique ainsi que les discours politiques populistes basés sur l'appel à la peur susciteraient auprès de la population une vision biaisée de la migration. Des efforts accrus en vue de l'intégration des migrants extracommunautaires, mais aussi de stabilisation de leur statut, sont également nécessaires, et doivent viser à favoriser une plus grande participation sociale, économique et politique des migrants dans le pays d'accueil (meilleure intégration au marché de travail, soutien à l'entrepreneuriat, participation politique et citoyenne des migrants, soutien aux associations de migrants et à leurs actions, etc.), en minimisant ainsi les risques d'exclusion sociale et de précarisation.

Une meilleure intégration sociale, économique et politique dans le pays d'accueil, tout comme la possibilité de circuler entre les pays d'accueil et d'origine, sont à envisager comme positives aussi en vue d'une meilleure contribution des migrants au développement du pays d'origine. Il s'agit en effet de dépasser une vision traditionaliste du lien entre intégration et pratiques transnationales, qui conçoit le maintien des liens transnationaux avec le pays d'origine comme incompatible avec une bonne intégration dans le pays d'accueil, pour concevoir l'intégration (socio-économique et politique) comme un facteur essentiel pouvant favoriser l'engagement des migrants dans des actions visant le développement du pays d'origine. En ce sens, des actions au niveau local mais aussi national et transnational sont nécessaires pour favoriser et soutenir le regroupement des migrants en associations, pour qu'ils puissent agir autant pour améliorer leur intégration dans le pays d'accueil et participer à la définition des actions nécessaires à ce niveau, que pour s'engager dans des actions d'aide au développement du pays d'origine, aussi avec la collaboration d'instances publiques et/ou des ONG des pays d'accueil et d'origine.

Ainsi, au niveau plus spécifique du lien entre migration et développement, ou des politiques de coopération euro-africaine, il est nécessaire de passer du paradigme de *'more development for less migration'*, c'est-à-dire une aide publique plus importante et la création de zones de libre échange dans le propos de réduire le flux de migrants, qui s'est révélé inefficace (en tout cas à court-moyen terme), au paradigme de *'better migration for more development'*. Ce dernier, qui conçoit la migration et l'intégration des migrants comme des facteurs essentiels du développement des pays d'origine, nécessite un cadre politique cohérent visant à valoriser les migrations. Les migrants transnationaux, comme c'est le cas en particulier migrants sénégalais, vivent et agissent dans les deux espaces, créent des rapports économiques et sociaux qui lient les deux territoires, et deviennent ainsi des ponts entre pays d'origine et d'accueil. Il s'agit dans un tel contexte de favoriser la création d'un partenariat local de co-développement et/ou de coopération décentralisée, en dirigeant dans la mesure du possible au moins une partie de l'aide publique au développement vers de telles actions, qui doivent comporter la participation active des migrants et de leurs associations, en valorisant ainsi les ressources et les capacités des migrants. Des exemples en ce sens ayant donné des résultats encourageants ont été réalisés par exemple au Mexique, selon le modèle 3x1, impliquant de multiplier pour trois les ressources des migrants en ajoutant à chaque euro de remises collectives 1 euro de la coopération décentralisée des gouvernements locaux et 1 euro de l'aide publique nationale au développement.

De cette manière, les remises de migrants pour le développement des communautés et des villages ruraux d'origine sont valorisées et accompagnées par des contributions des pays d'accueil se situant à divers niveaux, local et national. Il faut veiller cependant à ce que l'engagement des migrants dans le développement (et des partenaires étatiques des pays d'origine) ne se double pas d'un désinvestissement des gouvernements (locaux et nationaux) des pays d'origine dans le développement, car les actions implémentées nécessitent la collaboration des gouvernements (locaux et nationaux) des pays d'origine. Un tel partenariat entre gouvernement, régions, villes et communautés des lieux d'origine et d'accueil doit comporter un dialogue participatif entre les diverses entités (gouvernement, municipalité, associations de migrants et de la société civile, autant dans le pays d'origine que d'accueil), visant autant la définition du développement que les actions prioritaires à entreprendre.

Dans des tels partenariats, surtout s'ils s'expriment à un niveau territorial et décentralisé, les migrants et leurs associations peuvent devenir des véritables acteurs du changement et du développement local.

Certes, pour qu'ils puissent pleinement assumer ce rôle, il s'agit au préalable d'entreprendre des recherches pour identifier les barrières ainsi que les facteurs favorisant autant une bonne intégration dans les pays d'accueil que l'engagement associatif des migrants. De plus, une analyse du fonctionnement et des actions entreprises par des associations de migrants, en particulier dans le domaine du développement mais aussi à d'autres niveaux, ainsi que la mise en évidence des caractéristiques de leur collaboration aussi transnationale avec d'autres entités impliquées dans ces processus, nous semblent essentielles pour optimiser ces initiatives et leur impact. C'est à ce niveau que nous envisageons de poursuivre l'étude des questionnements suscités par cette recherche. L'analyse de ces facteurs nous paraît essentielle pour pouvoir favoriser et soutenir au travers des politiques publiques ciblées et cohérentes l'intégration des migrants, leur participation dans le développement du pays d'origine ainsi que leur organisation associative, facteurs considérés indispensables à leur participation citoyenne et à leur contribution socio-économique autant dans les pays d'origine que d'accueil.

### ***Résumé des recommandations***

- Prendre en compte les contradictions entre conclusions de recherches scientifiques, recommandations de groupe d'experts (ex. Commission européenne) et d'ONG avec les politiques actuelles de fermeture de l'EU en matière de migration et les représentations sociales actuelles sur la migration qui en découlent. Favoriser une meilleure prise en compte des résultats des recherches scientifiques dans l'élaboration des politiques.
- Établir un cadre politique cohérent visant à valoriser les migrations, et favoriser des initiatives auprès de l'opinion publique visant à diffuser des représentations valorisantes des migrants et des migrations, y compris leur contribution au développement des pays d'origine et d'accueil.
- Évaluer autant les bénéfices pour les pays d'origine que pour les pays d'accueil ('win-win situations') dans l'élaboration des politiques migratoires et de développement. Évaluer les contradictions des politiques actuelles à ce niveau.
- Établir un cadre de concertation davantage démocratique dans le domaine des politiques migratoires et de développement (au niveau local, gouvernemental et intergouvernemental), qui prévoit aussi la participation des entités directement impliquées (migrants et leurs associations, communautés d'origine, ONG du pays d'accueil et d'origine).
- Lier davantage les politiques de migration aux politiques de développement et passage du paradigme '*more development for less migration*' au paradigme '*better migration for more development*'.
- Dépassez la vision traditionaliste qui conçoit les pratiques transnationales comme incompatibles avec l'intégration pour envisager l'intégration comme un facteur essentiel pour accroître l'efficacité des pratiques transnationales et la contribution au développement des pays d'origine.
- Améliorer l'intégration des migrants (au niveau politique, social et économique) et leur statut dans le pays d'accueil, en impliquant aussi les migrants et leurs associations dans la définition des politiques d'intégration. Favoriser et soutenir les associations de migrants et leurs actions (aussi au travers de formations, financement) pour optimiser autant leur rôle d'acteurs du développement que leur participation politique, sociale et économique dans les pays d'accueil et d'origine.
- Favoriser la mise en réseau et la concertation des associations de migrants avec les autres entités pertinentes (gouvernements des pays d'origine et d'accueil aux divers échelons, ONG, communautés d'origine) dans la définition du concept local de développement des régions d'origine et les actions prioritaires.
- Veiller à ce que l'importance grandissante du rôle des migrants et de leurs associations dans le développement ne comporte pas un désinvestissement de l'Etat des pays d'origine dans les actions de développement, ou l'émergence de rapports de force, mais favoriser la collaboration et l'appui étatique.

## Bibliographie

- Augé, M. (1979). *Symbole, fonction, histoire. Les interrogations de l'anthropologie*. Paris : Hachette.
- Ba, C. O. (2007). *Barça ou barzakh: La migration clandestine sénégalaise vers l'Espagne entre le Sahara Occidental et l'Océan Atlantique*. www.casaarabe.ieam.es
- Banks, M. (1996). *Ethnicity : anthropological constructions*. London ; New York : Routledge.
- Banks, M. (2001). *Visual Methods in Social Research*. London : Sage.
- Battistella, G. (2007). Migration without borders : a long way to go in the Asian region. In A. Pécoud, P. de Guchteneire (Eds). *Migration Without Borders. An Investigation into the Free Movement of People*. New York, Paris: Berghahn Books/UNESCO.
- Béji, H. (2008). *Nous, décolonisés*. Paris : Arléa.
- Bourdieu, P. (1982). *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris : Fayard.
- Cattacin, S., Lavenex, S. (Eds) (2001). Debate: Immigration Policy. *Swiss Political Science Review*, 7(1-3).
- Dia, I. A. (2005). Déterminants, enjeux et perceptions des migrations scientifiques internationales africaines : le Sénégal. *Global Migration Perspectives*, N° 32.
- Diop, M.-C., Faye, O. (2002). Les jeunes et la gouvernance de la ville. In M.-C. Diop, *La société sénégalaise entre le local et le global*. Paris : Karthala/UNRISD.
- Galtung, J. (1996). *Peace by peaceful means*. London : Sage.
- Habermas, J. (1997). *Droit et démocratie. Entre faits et normes*. Paris : Gallimard.
- Hirschman, A. (1995). *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*. Paris : Fayard
- Honneth, A. (1999). Intégrité et mépris. Principes d'une morale de la reconnaissance. *Recherches sociologiques*, 2, 11-22.
- Lessard-Hébert, M., Goyette, G., Boutin, G. (1997). *La recherche qualitative: fondements et pratiques*. Paris: De Boeck Université
- Maggi, J. (2003). *Influences citoyennes. Dynamiques psychosociales dans le débat sur la question des étrangers*. Paris : L'Harmattan.
- Maggi, J. (2006). *Anthropologie visuelle et sociologie visuelle*. Programme doctoral romand en Sociologie, Université de Genève.
- Mboup, M. (2000). *Les Sénégalais d'Italie*. Paris : L'Harmattan.
- Moscovici, S. (1961). *La psychanalyse, son image et son public*. Paris : PUF.
- Ndione, B., Broekhuis, A. (2006). *Migration internationale et développement. Points de vue et initiatives au Sénégal*. Working papers Migration and Development series. Report No. 8.
- Pécoud, A., de Guchteneire, P. (Eds) (2007). *Migration Without Borders. An Investigation into the Free Movement of People*. New York, Paris: Berghahn Books/UNESCO.
- Pink, S. (2001). *Doing visual ethnography*. London: Sage.
- Riccio, B. (2007). 'Toubab' et 'Vù cumprà'. *Transnazionalità e rappresentazioni nelle migrazioni senegalesi in Italia*. Padova : CLEUP.
- Rouch, J. (1979). La caméra et les hommes. In C. de France (Ed), *Pour une anthropologie visuelle*. Paris : Mouton.
- Sall, B. (2007). Les défis des migrations africaines. *SHS Regard, Magazine du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO*. N°16, mars-mai 2007, p. 22.
- Sané, P. (2007). Forward to A. Pécoud, P. de Guchteneire (Eds) (2007). *Migration Without Borders. An Investigation into the Free Movement of People*. New York, Paris: Berghahn Books/UNESCO.
- Tall, S. M. (2005). Un instrument financier pour les commerçants et émigrés mourides de l'axe Dakar-New York. In L. Harding, L. Mezzetti et A. Stocchiero, *Transnazionalismo e catene migratorie tra contesti locali*. Roma : CeSPI, Working paper 16.
- Touré, S.N. (2002). Tendances et perspectives de l'agriculture. In M.-C. Diop, *La société sénégalaise entre le local et le global*. Paris : Karthala/UNRISD.
- Traoré, A. (2008). *L'Afrique humiliée*. Paris : Fayard
- Wihtol de Wenden, C. (2007). *L'Union Européenne et les enjeux migratoires*. Forum Migrations de la FIDH. Lisbonne : Atelier sur les migrations en Europe occidentale.